Normand Baillargeon

Professeur au département d'éducation et pédagogie, UQÀM

(8 avril 2006)

“Le devoir de philo
Kant et le projet inachevé de l'ONU
L'idée de l'Organisation des Nations unies
est intimement liée à celle du cosmopolitisme”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Normand Baillargeon
Professeur au département d'éducation et pédagogie, UQAM

"Le devoir de philo. Kant et le projet inachevé de l'ONU. L'idée de l'Organisation des Nations unies est intimement liée à celle du cosmopolitisme". **Le Devoir**, Montréal, Édition du samedi le 8 avril 2006, pages B6.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur de diffuser cet article le 9 avril 2006.]

Courriel : baillargeon.normand@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 9 avril 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Normand Baillargeon
Professeur au département d'éducation et pédagogie, UQÀM

"Le devoir de philo. Kant et le projet inachevé de l'ONU. L'idée de l'Organisation des Nations unies est intimement liée à celle du cosmopolitisme".

Le Devoir, Montréal, Édition du samedi le 8 avril 2006, pages B6.

[Au siège des Nations unies à New York](#)

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel: tel est un des arguments les plus souvent évoqués par les professeurs de philo pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. Le Devoir leur a lancé le défi, ainsi qu'à des essayistes, de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un grand penseur enseigné au collégial. Toutes les deux semaines, nous publions « Le devoir de philo » d'un professeur. À ses étudiants de l'évaluer...

À Bernard Carnois, grand connaisseur de Kant et pédagogue admirable. Avec reconnaissance.

C'est le philosophe Emmanuel Kant (1724-1804) qui a imaginé l'ONU, quelque deux siècles avant sa création, en 1945. Mais les événements, depuis, incitent certains observateurs à conclure que son pro-

jet était peut-être empreint d'un optimisme exagéré, voire naïf : le monde est en tout cas resté violent et dangereux et les démocraties, comme les monarchies, se sont avérées extraordinairement belliqueuses.

Normand Baillargeon: « Puisque bon nombre de nos problêmes les plus pressants ne peuvent être ni résolus ni même adéquatement posés dans le cadre étroit de l'État-nation, penser un cosmopolitisme viable est l'une des tâches les plus difficiles et les plus urgentes de notre temps. »

L'idée de l'Organisation des Nations unies est intimement liée à celle du cosmopolitisme. Bien sûr, Kant n'a pas inventé le cosmopolitisme, qui est une idée séculaire. Dans l'Antiquité, par exemple, si on demandait à Diogène le Cynique «D'où es-tu ?», il répondait : «Je suis citoyen du monde !» Ce faisant, il s'avouait cosmopolite. Au sens premier et courant, le cosmopolitisme s'oppose au nationalisme (ou aspire à le compléter) et nous invite à opérer une rupture avec le cadre étroit de notre communauté politique singulière, avec nos enracinements nationaux ou ethniques pour embrasser une appartenance plus large, typiquement à l'espèce humaine.

Or, puisque bon nombre de nos problèmes les plus pressants ne peuvent être ni résolus ni même adéquatement posés dans le cadre étroit de l'État-nation, penser un cosmopolitisme viable est l'une des tâches les plus difficiles et les plus urgentes de notre temps.

Pour en mesurer l'urgence, que l'on songe simplement à tous ces périls environnementaux qui ignorent les frontières et qui menacent la survie même de l'espèce humaine; aux entreprises transnationales; à

tout ce qui touche à la santé publique planétaire; à la guerre nucléaire toujours possible; à ces millions de réfugiés qui se pressent à toutes les frontières et demandent asile; à la criminalité, devenue globale ; au terrorisme et à la lutte contre le terrorisme ; aux nouveaux moyens de communication. On conviendra sans doute qu'un ordre mondial s'établissant sur une remise en question de la souveraineté de l'État-nation semble s'imposer.

Buste du philosophe Emmanuel Kant, «l'un des tout premiers (avec l'abbé Saint-Pierre et Comenius) à avoir exploré l'idée d'une construction systématique d'un modèle de paix transnationale».

Agence France-Presse

Lorsque de tels problèmes sont soulevés, on se tourne spontanément vers Kant : en effet, il est l'un des tout premiers (avec l'abbé Saint-Pierre et Comenius) à avoir exploré l'idée d'une construction systématique d'un modèle de paix transnationale.

La perspective de Kant est celle des Lumières. Qu'est-ce à dire ? D'abord, qu'il pense que la raison (théorétique) permet de connaître la nature -- et dans sa célèbre Critique de la raison pure, il a justement cherché à soigneusement délimiter ce qu'elle peut accomplir. Ensuite, qu'il pense que la raison, pratique cette fois, permet d'accéder rationnellement à la moralité (Critique de la raison pratique, 1788).

Enfin, qu'il croit au progrès, à l'autonomie rationnelle et à la lutte contre toutes les forces de la déraison. Dans une formule devenue cé-

lèbre, il résumera ces idéaux : «Sapere aude ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Voilà la devise des Lumières.»

Et l'histoire, alors ? L'un de ses contemporains ayant soutenu que si les individus progressent, l'espèce, elle, stagne, Kant rétorque en affirmant que c'est tout le contraire. Les êtres humains sont restés les mêmes et aujourd'hui comme hier se soumettent, ou non, par devoir, à la règle morale universelle et rationnelle qu'ils reconnaissent; mais l'espèce progresse, par la loi fondée a priori sur la même idée normative que la morale et à mesure que nos institutions, et en particulier le droit positif, incarnent la loi morale. La moralité est la loi intériorisée; la légalité, la loi externalisée.

Les humains ont quitté l'état de nature où chacun était un loup pour l'autre et, réunis en société civile autour de l'État, bénéficient tous de sa protection. Mais ces États sont depuis toujours en conflit les uns avec les autres : chacun est le bourreau potentiel de l'autre, chacun doit sans répit se protéger de tous. La guerre semble dès lors le terrible destin de l'humanité. Kant n'a qu'à ouvrir les yeux pour le constater : nous sommes à son époque entrés dans l'ère dite «westphalienne» des relations internationales qu'ouvrait la signature du traité de Westphalie, au lendemain de la guerre de Trente Ans (1618-48). C'est d'elle qu'il faut sortir.

Pour cela, les humains devront conclure, au niveau des États, le pacte qu'ils ont passé entre eux. Ce pacte sera contracté entre des États de droit, de gouvernement républicain, où prévalent la séparation des pouvoirs et le respect des personnes. Les contractants conviendront de régler leurs différends devant un tribunal international et institueront une société civile planétaire : Kant nommera Société des nations cet idéal de la raison.

En son sein seront réconciliées les voix de tous les peuples avec les lois a priori de la raison pratique : les républiques reconnaîtront dès lors la guerre pour la folie qu'elle est, contraire à la raison comme à leur intérêt commun.

Kant montre la voie en rédigeant un Projet de paix perpétuelle. Il y fustige les guerres de conquête, la diplomatie secrète, les armées per-

manentes, et traite des trois niveaux de droit concernés : le droit civil (ou constitutionnel), le droit des gens (ou international) et le droit cosmopolitique qui parachève les deux premiers et concerne «la possession commune de la surface de la terre». Extraordinaire idée : les êtres humains ont des droits en vertu de leur seule appartenance à l'espèce et en tant que «citoyens du monde». Diogène eût été content : il l'aurait finalement trouvé, cet homme qu'il a tant cherché dans Athènes, avec sa lanterne allumée en plein jour.

Après un XIXe siècle ensanglanté suivi du carnage de la Première Guerre mondiale, on créera en 1920 la Société des nations. Fragile, impuissante, elle sera officiellement dissoute pour faire place à l'Organisation des Nations unies, créée au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, laquelle s'était terminée par deux bombes atomiques et avait laissé une partie du monde en ruines.

Mais, au moins, un embryon d'ordre international se mettait en place. La Charte des Nations unies dessinait dans ses grandes lignes un ordre politique international ; la Déclaration universelle des droits de l'homme affirmait les droits des êtres humains et les devoirs des gouvernements envers leurs citoyens ; une cour internationale de justice donnait de la substance à l'idéal d'un droit international ; un ensemble d'institutions -- le système de Bretton Woods -- devait réguler l'économie à l'échelle planétaire.

Tout cela, hélas, est trop largement inefficace et certains l'expliquent en disant que le modèle imaginé par Kant n'est pas assez contraignant. Le consentement diplomatique et l'espoir placé par lui en la moralisation progressive de la loi et du politique seraient insuffisants à mettre fin à la guerre : il faudrait lui adjoindre la force d'un bras armé, aller bien au-delà de la seule interdiction des guerres d'agression prévue à la Charte des Nations unies et surtout repenser la souveraineté des États.

D'autres, et c'est le cas de votre humble serviteur, sont d'avis que c'est de l'État-nation lui-même qu'il faut s'émanciper pour trouver d'autres modes de vie associatifs ainsi que d'autres manières de produire, de consommer et d'échanger qui ne fassent pas appel à l'État : dans un monde sain, il n'y aurait ni frontières ni États.

En attendant, tentons modestement d'identifier certaines des raisons qui expliquent que le cadre juridique et les institutions dont nous disposons, et dont on pourrait raisonnablement attendre plus, sont à ce point inefficaces.

Le désordre planétaire

Quatre facteurs sautent aux yeux. D'abord, les institutions de notre cosmopolitisme reflètent ce que sont à l'interne nos États. Or ce ne sont guère les républiques rêvées par Kant et les plus puissants d'entre eux sont même essentiellement des oligarchies où une minorité de personnes contrôle l'immense majorité des richesses et du pouvoir.

Ensuite sont apparues les entreprises transnationales, tyrannies sur lesquelles il est très difficile d'exercer quelque contrôle démocratique que ce soit. Certaines comptent désormais parmi les plus riches et les plus puissantes institutions de notre temps, devant la plupart des États, et ont même été dotées de droits, à titre de «personnes morales immortelles».

Ignorer le poids de l'alliance entre ces oligarchies et ces tyrannies, c'est se payer de mots quand on parle de démocratie, de droit, de cosmopolitisme. Ce qu'on donne sans rire pour du libre-échange est ainsi un mélange instable de protectionnisme et de libéralisme, de financement public et de profits privés, fonctionnant au profit des investisseurs et au détriment des droits et des besoins des personnes réelles.

Kant comptait en outre sur ce qu'il appelait l'usage public de la raison, rappelant qu'il devait «toujours être libre [car] lui seul peut amener les lumières parmi les hommes». Les médias devraient en être une incarnation essentielle : nos oligarchies ont compris cette menace et les possèdent à peu près tous, limitant ainsi radicalement le débat public.

Kant comptait enfin sur l'éducation et nous a explicitement mis en garde contre ce qui peut la rendre inopérante. Mesurons l'attristante actualité de son propos : «Les parents n'élèvent ordinairement leurs

enfants qu'en vue du monde actuel, si corrompu qu'il soit. Ils devraient au contraire leur donner une éducation meilleure, afin qu'un meilleur état en put sortir dans l'avenir. Mais deux obstacles se rencontrent ici : premièrement, les parents n'ont ordinairement souci que d'une chose, c'est que leurs enfants fassent bien leur chemin dans le monde, et deuxièmement, les princes ne considèrent leurs sujets que comme des instruments pour leurs desseins.»

Pour en rester près de nous, tout cela explique, par exemple, pourquoi l'invasion du Vietnam n'a pas été soumise aux Nations unies par les États-Unis; que, depuis la fin des années 60, qui coïncide avec la décolonisation et un nouveau rapport de pouvoir au sein de l'ONU, les États-Unis sont, et de très loin, le premier pays à exercer son droit de veto sur les décisions du Conseil de sécurité, rendant par là l'institution très largement impotente ; que la condamnation des États-Unis en 1986 par la Cour internationale de justice, pour ses activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et pour «usage illégal de la force», n'a eu rigoureusement aucun effet et est tombée dans le grand trou noir de l'oubli.

Lorsque le Conseil de sécurité a refusé d'aller de l'avant avec certaines demandes américaines portant sur l'Irak, Madeleine Albright a expliqué que les États-Unis entendent agir « multilatéralement lorsque cela est possible et unilatéralement lorsque c'est nécessaire et [qu']il s'agit d'un domaine où nos intérêts sont en jeu ». Cela se généralise et a l'avantage d'être clair.

Ciel étoilé et loi morale

« Le ciel étoilé au-dessus de moi et la loi morale en moi » : ces mots de Kant figurent sur sa pierre tombale. Le ciel étoilé, c'est la nature, qu'il est possible de connaître ; la loi morale, l'agir conforme à la raison.

En matière de relations internationales, la loi morale nous enjoint d'aller vers le cosmopolitisme, cet idéal plus que jamais indispensable. Tout imparfait qu'il soit, l'embryon de cadre juridique dont nous dis-

posons permettrait de réelles avancées en ce sens. Si, mais ce «si» est crucial, les institutions dominantes consentaient à le respecter.

Reste la question fondamentale à laquelle nous, citoyens du monde, devons répondre : qu'acceptons-nous de faire, quels gestes sommes-nous prêts à faire, quels combats consentons-nous à mener pour que nos élites et nos maîtres, acteurs incontournables du drame planétaire, consentent enfin à un ordre international post-westphalien ?

Pour y répondre, l'oeuvre de Kant reste une inépuisable source où peuvent toujours s'abreuver ceux et celles qui ne désespèrent pas de pouvoir mener un jour, sur Terre, cette vie guidée par la raison et inspirée par l'amour dont parlait Bertrand Russell. -

Prochain « Devoir de philo », le 22 avril : « Est-ce que Tocqueville aurait voté Bush ? », par Jean-Philippe Chartré, maître en littérature française.

Fin du texte